

SÉANCE DU CONSEIL GÉNÉRAL
Séance extraordinaire sur le Grand Paris
en présence de Christian Blanc

Vendredi 26 septembre 2008 à 13h30

Intervention de Catherine Margaté

Monsieur le Ministre,
Monsieur le Président,
Cher(e)s Collègues,

Le groupe communiste et citoyen avait demandé que notre assemblée se réunisse sur ce sujet de l'avenir de la métropole parisienne qui se dessine en ce moment. C'est une question très importante, à laquelle nous voulons participer activement. Mais peut-on penser avoir un véritable débat quand seulement deux heures y sont consacrées ? Ou est-ce un avant goût de la suppression des départements évoquée par le Président de la République ?

Dans ce débat, aujourd'hui, deux visions s'opposent quant à l'avenir de notre région et les « Hauts de Seine dans la métropole » fait évidemment partie du débat, de tout le débat qui a eu lieu depuis des mois à propos du SDRIF.

Deux visions, celle qui considère que les limites administratives de Paris sont un handicap dans la compétition internationale et que notre région ne jouerait pas le rôle moteur qui devrait être le sien dans le développement de notre territoire.

Vous avez été nommé, Monsieur Blanc, avec pour mission de réfléchir au devenir de notre région. Mais pour quoi faire fi tout le travail réalisé par les élus pendant trois ans, en concertation avec les acteurs économiques et sociaux, les associations, dans le cadre de la définition du SDRIF et considérer comme une « hâte à conclure », la décision du Conseil régional de faire voter le SDRIF, qui l'a été cette nuit, par la majorité du Conseil régional.

Nous dénonçons ces attaques contre le SDRIF pour lequel nous demandons des moyens et des financements et nous nous interrogeons sur votre mission qui existe aussi parce que le Chef de l'Etat souhaite renforcer son pouvoir sur la région capitale.

Si nous ne contestons évidemment pas que l'Etat s'implique dans le développement de la région capitale, il y a une contradiction majeure entre un Etat qui d'une part, affirme sa volonté de reprendre la main dans la gouvernance d'un territoire qu'il estime stratégique et d'autre part, un état qui se désengage financièrement de projets de développement franciliens, comme c'est le cas pour les contrats de plan Etat/Région ou dans sa participation au STIF.

L'objectif de développer les pôles financiers, la place boursière de Paris, le tourisme d'affaire et de luxe, de renforcer la Défense en « grande cité financière » !!! au détriment d'autres possibilités de développement, est la pire solution pour l'avenir de notre région, confortant les processus ségrégatifs, à l'origine des difficultés auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui en matière d'emploi, de formation, d'inégalités territoriales, de transports, d'habitat.

L'avenir de la métropole parisienne ne peut se dessiner sans lieux de concertation. La création d'un cadre de dialogue et de travaux comme la conférence métropolitaine devenue depuis juin dernier les Assises de la Métropole et qui a décidé la mise en place d'un syndicat mixte à partir du 1^{er} octobre va permettre des échanges, des débats avec tous les partenaires, élus, collectivités y compris avec l'Etat.

Réfléchir à des projets partagés à l'échelle de la métropole ne peut se faire sans les citoyens. Cela implique aussi la création d'un cadre de dialogue avec la population, les acteurs sociaux.

Pour nous, tout projet structurant de l'aménagement, du développement du territoire de l'Île de France, doit partir des situations sociales et urbaines, des projets de territoires, pour œuvrer au mieux vivre de tous et au vivre ensemble.

Les orientations et propositions sur le devenir de la région capitale doivent fondamentalement partir de la volonté de réduire des inégalités sociales en terme d'emploi, de formation, de logements, des inégalités territoriales, inégalités inter et intra départementales qui existent réellement et du besoin de les réduire pour renforcer justement l'attraction de la Région Île de France. Quelques chiffres pour illustrer celles-ci : Paris et les Hauts-de-Seine disposent de 80% de la ressource fiscale venant de la taxe professionnelle pour 60% de la population, quand la Seine Saint Denis et le Val de Marne en disposent 20% pour 40% de la population.

Pour notre part, nous choisissons d'additionner les atouts, ceux de la capitale, ceux des départements, des communes car les questions décisives sont celles de la réduction des inégalités spatiales, sociales, économiques et culturelles, celles de décider enfin d'un rééquilibrage, toujours actuel, entre le Nord, l'Est et l'Ouest de l'Île de France, pour constituer des pôles urbains, économiques et écologiques (Boucle Nord, Vallée scientifique de la Bièvre), interconnectés entre eux, reliés par des systèmes performants de déplacement.

A quand la décision financière et concrète pour le métrophérique quand les problèmes de transport de banlieue à banlieue se posent de façon de plus en plus cruciales ?

L'avenir de la région capitale doit être au service des populations et de tous les territoires. Il est plus qu'urgent pour réduire les inégalités, de mettre en œuvre une meilleure répartition des richesses, de proposer une péréquation financière et fiscale, de raisonner dans un contexte de développement dans lequel le rééquilibrage entre territoires peut constituer un levier important.

Les élus communistes et citoyens dans ce débat sont force de propositions et acteurs pour des évolutions et des changements qui répondent aux besoins et aux attentes des populations de notre département et d'Île de France.

Mes collègues Patrick Jarry et Patrice Leclerc y reviendront dans quelques instants, car l'avenir n'est pas de savoir à quel rang se situe Paris dans la concurrence des grandes métropoles internationales entre place boursières, l'avenir, c'est une solidarité assumée par tous, pour le développement de tous, dans une région solidaire et durable.